

Rapport du Tribunal fédéral suisse à l'Assemblée fédérale sur sa gestion pendant l'exercice 1964

(Du 12 février 1965)

Monsieur le Président et Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre notre rapport de gestion pour l'année 1964, conformément à l'article 21 de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

A. PARTIE GÉNÉRALE

1. M. le juge Jean Castella, élu membre du Tribunal fédéral en septembre 1963, est entré en fonction au début de janvier. Le 27 mars, M. le juge Werner Stocker est décédé subitement; il avait fait partie du tribunal pendant 11 ans. L'Assemblée fédérale lui a désigné comme successeur, le 11 juin 1964, M. Jakob Heusser, juge à la cour suprême du canton de Zurich, qui est entré en fonction le 1^{er} septembre. Ont pris leur retraite à fin 1964: MM. les juges Albert Comment, vice-président, Wilhelm Schönenberger et Theodor Abrecht. M. Schönenberger était entré au tribunal le 1^{er} février 1937, M. Comment, le 1^{er} janvier 1943 et M. Abrecht, le 15 février 1946. Le 10 décembre, l'Assemblée fédérale a élu pour les remplacer: M. Paul Reichlin, chancelier d'Etat à Schwyz et membre suppléant du Tribunal fédéral, M. Jean-Pierre Chatelain, avocat et notaire à Delémont, et M. Jean-Pierre Rüedi, suppléant du procureur général du canton de Berne.

2. Le procureur général de la Confédération nous a fait savoir que la chambre d'accusation du canton de Berne et lui-même estimaient souhaitable que le Tribunal fédéral nomme juge d'instruction fédéral extraordinaire, chargé de l'instruction préparatoire envisagée (et ordonnée depuis lors) contre les terroristes jurassiens, le président du tribunal I du district de Moutier, qui avait déjà fonctionné comme juge d'instruction cantonal extraordinaire dans cette affaire. Il sollicitait de nous un agrément de principe à cette nomination.

Nous lui avons répondu qu'il n'y avait pas lieu de nommer un juge d'instruction extraordinaire (art. 13, 2^e al. PPF), que le président du tribunal I de Moutier ne saurait de toute façon être désigné, puisqu'il avait agi précédem-

ment à un autre titre dans cette affaire (art. 22, 1^{er} al. lettre b OJ) et que cette nomination serait d'ailleurs inopportune aussi pour des motifs psychologiques et politiques. L'instruction préparatoire a par la suite été confiée au juge d'instruction fédéral ordinaire pour la Suisse romande.

3. Nous avons nommé premier suppléant du président de la commission fédérale d'estimation du II^e arrondissement (Valais), pour le reste de la période administrative (jusqu'à fin 1966), M. Amédée Délèze, avocat et notaire à Martigny, qui succède à M. Alfred Vouilloz, décédé.

4. Nous avons complété notre règlement des 21 octobre 1944/28 octobre 1948

- par l'attribution à la I^{re} cour civile de l'action administrative prévue par l'article 22 de la loi fédérale du 20 décembre 1962 sur les cartels et organisations analogues (décision du 18 février 1964, ROLF 1964, p. 188);
- par l'attribution à la II^e cour civile des recours en réforme qui portent sur la responsabilité civile dérivant d'installations de transport par conduites selon les articles 33 et suivants de la loi sur les installations de transport par conduites (décision du 17 mars 1964, ROLF 1964, p. 316).

5. Le grand nombre d'expropriations entreprises ces dernières années a entraîné une surcharge de travail pour les membres et notamment pour les présidents des commissions fédérales d'estimation. En conséquence et comme nous sommes chargés de la surveillance de ces commissions, nous avons demandé au Conseil fédéral de proposer à l'Assemblée fédérale une révision de la loi sur l'expropriation. Nous lui avons soumis un projet qui prévoit essentiellement des modifications destinées à décharger les commissions d'estimation.

6: Nous avons donné notre *préavis*:

au département de justice et police

- au sujet de l'avant-projet modifié d'un traité avec le Liechtenstein sur la création d'une union en matière de brevets d'invention;
- sur l'avant-projet de loi fédérale de procédure pénale administrative établi par la commission d'experts;
- sur la proposition de la commission d'experts chargée d'étudier l'extension de la juridiction administrative, qui visait à supprimer la commission de recours prévue par l'arrêté fédéral du 23 mars 1961 instituant le régime de l'autorisation pour l'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger (ROLF 1961, p. 209) et à en transférer les attributions au Tribunal fédéral (cf. FF 1964, II, p. 1300 s.);
- sur l'avant-projet de la commission d'experts pour la révision des dispositions du code des obligations concernant le contrat de travail;

- sur le postulat présenté par M. le conseiller national Anton Muheim et 34 cosignataires, tendant à ce que les attributions du Tribunal fédéral en matière de juridiction administrative et disciplinaire soient transférées au Tribunal fédéral des assurances;

au département des finances et des douanes

- sur deux projets d'arrêtés fédéraux concernant les traitements et les pensions de retraite des membres du Tribunal fédéral et du Tribunal fédéral des assurances (cf. ROLF 1964, p. 1276 et FF 1964, II, p. 1534);

à la chancellerie fédérale

- sur l'enquête tendant à établir si la publication d'un nouveau *Recueil systématique des lois* s'impose et, le cas échéant, sous quelle forme.

7. Notre rapport de gestion pour 1963 mentionnait que nous avons présenté à la commission de gestion du Conseil national des préavis sur les réclamations formées par MM. Bernhard Brühwiler et Hans R. Bachofner contre la chambre de droit public. Après que celles-ci eurent été rejetées et à la suite des délibérations de la société suisse des juristes en 1962, la commission de gestion s'est demandée s'il y aurait lieu de présenter une motion tendant à la modification des prescriptions de forme pour le recours de droit public, éventuellement à ce que des mesures législatives soient prises en vue de décharger le tribunal, s'il y a lieu.

Afin de se documenter au préalable sur l'ensemble de la situation, la commission décida de demander une consultation au professeur Max Imboden. Elle nous pria d'autoriser M. Imboden à prendre connaissance de tous les arrêts rendus par la délégation de trois membres de la chambre de droit public, ainsi que des dossiers s'y rapportant.

Nous avons répondu qu'une telle autorisation ne pouvait être accordée qu'aux membres de la commission et non à un expert désigné par elle. La commission renonça alors à la consultation envisagée. Une délégation de la commission fut par la suite admise à consulter au tribunal les dossiers qu'elle exprima le désir de voir.

8. Plusieurs fonctionnaires supérieurs de la Confédération, dont l'activité officielle est mise en cause par le rapport des commissions instituées par le Conseil national et le Conseil des Etats pour élucider l'affaire des « Mirage », ont requis l'ouverture d'une enquête disciplinaire contre eux-mêmes. Le Conseil fédéral décida de donner suite à cette requête. Il nous fit savoir qu'il désirait instamment charger deux ou trois membres du Tribunal fédéral de conduire l'enquête disciplinaire.

Nous lui avons répondu que, selon l'avis exprimé, après délibération, par la majorité des membres du tribunal, il ne paraissait pas souhaitable que l'enquête fût confiée à un collège de juges fédéraux. Nous avons notamment relevé qu'une commission ainsi constituée pourrait donner l'impression que ses membres ont

été délégués par le tribunal pour accomplir cette tâche et qu'ils agissent comme section du tribunal. En outre, selon les mesures disciplinaires que le Conseil fédéral ordonnera, les fonctionnaires visés auront la possibilité de saisir le Tribunal fédéral d'un recours en matière disciplinaire ou d'une réclamation pécuniaire contre la Confédération. Si le Conseil fédéral prenait des mesures sur la base d'une enquête faite par des membres du Tribunal fédéral, cela pourrait susciter chez les fonctionnaires visés et dans le public des doutes quant à l'impartialité du tribunal appelé à se prononcer sur un recours ou une réclamation. Nous avons ajouté que d'anciens membres du tribunal pourraient éventuellement être chargés de l'enquête et que cette solution présenterait l'avantage de donner les garanties désirées par le Conseil fédéral, sans entraîner les inconvénients signalés.

Par la suite, le Conseil fédéral désigna comme président de la commission d'enquête M. le juge fédéral Theodor Abrecht — qui a fait partie du tribunal seulement jusqu'à fin 1964 (v. ch. 1 ci-dessus) — et comme membres MM. Hans Gut et Edouard Barde, juges suppléants du Tribunal fédéral.

9. Dans notre activité ordinaire, nous avons enregistré 1663 causes nouvelles, soit 74 de plus que l'année précédente. Ont augmenté surtout les affaires pénales (+ 54), un peu moins les recours en matière de poursuite pour dettes et de faillite (+ 22) et de façon insignifiante les contestations de droit public (+ 4). Les causes civiles ont légèrement diminué (— 5), de même que les recours de droit administratif (— 3).

Nombre des séances en 1964

| | |
|---|-------|
| Cour plénière | 5 |
| Commission administrative | 15 |
| I ^e cour civile | 27 |
| II ^e cour civile | 44 |
| Chambre de droit public | 37 |
| Chambre de droit administratif | 15 |
| Cour de cassation pénale | 30 |
| Chambre d'accusation | 2 |
| Cour pénale fédérale | — |
| Chambre des poursuites et des faillites | 1 |
| | <hr/> |
| Total | 176 |

Statistique des affaires traitées de 1960 à 1964

| Nature des affaires | 1960 | | | 1961 | | | 1962 | | | 1963 | | | 1964 | | | Reportées à 1965 |
|---|-------------------|---------------------|-----------|-------------------|---------------------|-----------|-------------------|---------------------|-----------|-------------------|---------------------|-----------|-------------------|---------------------|-----------|------------------|
| | Reportées de 1959 | Introduites en 1960 | Terminées | Reportées de 1960 | Introduites en 1961 | Terminées | Reportées de 1961 | Introduites en 1962 | Terminées | Reportées de 1962 | Introduites en 1963 | Terminées | Reportées de 1963 | Introduites en 1964 | Terminées | |
| <i>I. Affaires civiles</i> | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Procès directs..... | 17 | 6 | 12 | 11 | 8 | 9 | 10 | 8 | 7 | 11 | 5 | 6 | 10 | 7 | 6 | 11 |
| 2. Recours en réforme..... | 116 | 371 | 386 | 101 | 293 | 330 | 64 | 342 | 299 | 107 | 280 | 326 | 61 | 269 | 267 | 63 |
| 3. Recours en nullité..... | — | 10 | 10 | — | 6 | 5 | 1 | 7 | 6 | 2 | 4 | 6 | — | 6 | 5 | 1 |
| 4. Autres affaires civiles (demandes de revision, d'interprétation ou de modération)..... | 5 | 15 | 12 | 8 | 13 | 14 | 7 | 18 | 23 | 2 | 13 | 12 | 3 | 15 | 15 | 3 |
| <i>II. Affaires pénales.....</i> | 65 | 551 | 565 | 51 | 468 | 448 | 71 | 490 | 488 | 73 | 464 | 503 | 34 | 518 | 506 | 46 |
| <i>III. Contestations de droit public et expropriations.....</i> | 155 | 607 | 595 | 167 | 668 | 628 | 207 | 668 | 661 | 214 | 625 | 635 | 204 | 629 | 531 | 302 |
| <i>IV. Contestations de droit administratif.....</i> | 60 | 130 | 134 | 56 | 152 | 148 | 60 | 121 | 112 | 69 | 107 | 134 | 42 | 104 | 99 | 7 |
| <i>V. a. Recours en matière de poursuite pour dettes et de faillite</i> | 10 | 123 | 130 | 3 | 101 | 101 | 3 | 119 | 118 | 4 | 90 | 88 | 6 | 112 | 118 | — |
| <i>b. Procédures d'assainissement d'entreprises de chemins de fer, d'hôtels, de communes et de banques.....</i> | 1 | 4 | 1 | 4 | 3 | 6 | 1 | — | 1 | — | 1 | 1 | — | 1 | — | 1 |
| <i>VI. Juridiction non contentieuse</i> | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | — | 1 | 1 | — | — | — | — | 2 | 2 | — |
| Total | 430 | 1818 | 1846 | 402 | 1713 | 1691 | 424 | 1774 | 1716 | 482 | 1589 | 1711 | 360 | 1663 | 1549 | 474 |

B. PARTIE SPÉCIALE

I. Administration de la justice civile

Le tableau ci-après donne le relevé des causes civiles dont le Tribunal fédéral s'est occupé en 1964:

| Nature des affaires | Reportées de 1963 | Introduites en 1964 | Total | Terminées | Reportées à 1965 |
|--|-------------------|---------------------|-------|-----------|------------------|
| 1. Procès directs | 10 | 7 | 17 | 6 | 11 |
| 2. Recours en réforme | 61 | 269 | 330 | 267 | 63 |
| 3. Recours en nullité | - | 6 | 6 | 5 | 1 |
| 4. Demandes de revision, d'interprétation ou de modération | 3 | 15 | 18 | 15 | 3 |
| Total | 74 | 297 | 371 | 293 | 78 |

Les 267 *recours en réforme* ont été réglés de la manière suivante:

| | |
|---|-----|
| Recours irrecevables | 35 |
| Radiations (recours devenus sans objet, retraits ou transactions) | 28 |
| Recours admis | 31 |
| Recours partiellement admis | 7 |
| Recours rejetés | 149 |
| Affaires renvoyées à l'autorité cantonale | 17 |
| | 267 |

Sauf 2, qui datent l'un de 1961 et l'autre de 1963, les 63 recours en réforme reportés à 1965 ont été interjetés en 1964 (33 en novembre et décembre). Dans 15 cas, le jugement a dû être ajourné parce qu'un recours était pendant devant une autre autorité.

II. Administration de la justice pénale

1. La *chambre d'accusation* a été saisie de 22 affaires (18 en 1963), savoir:

- a. Une requête, introduite en décembre 1963, tendant à la radiation au casier judiciaire d'une décision du juge d'instruction fédéral pour la Suisse romande; la chambre d'accusation s'est déclarée incompétente et a transmis la demande audit juge d'instruction pour décision;
- b. 18 contestations de for, dont 7 entre autorités de deux ou plusieurs cantons (art. 264 de la LF sur la procédure pénale); dans 11 cas, le for a été fixé à la demande d'une partie; seule une affaire, introduite dans la seconde moitié de décembre 1964, a été reportée à 1965;
- c. La surveillance de deux instructions préparatoires relatives aux incidents du Jura bernois.

2. La *cour pénale fédérale* a été saisie, durant l'année, de deux demandes de radiation d'un jugement au casier judiciaire. Elles ont été admises, de même que celle reportée de 1963, et la radiation ordonnée.

3. *Cour de cassation pénale.* Le nombre des causes pendantes s'est élevé à 527 (518 en 1963), y compris 32 reportées de l'année précédente. Parmi les 495 pourvois introduits en 1964, 150 concernaient la circulation routière.

Les 484 affaires terminées se répartissent ainsi:

| | |
|--|-------|
| Pourvois irrecevables..... | 142 |
| Radiations (pourvois devenus sans objet ou retirés)..... | 82 |
| Pourvois admis | 55 |
| Pourvois rejetés | 205 |
| | <hr/> |
| | 484 |

Les 43 affaires reportées à 1965 proviennent toutes de 1964 (38 des mois de novembre et décembre).

Sur 484 causes terminées, 233 ont été traitées par une délégation de trois juges, conformément à l'article 275 *bis* de la loi fédérale de procédure pénale.

III. Contestations de droit public

Les contestations de droit public suivantes ont été soumises au Tribunal fédéral en 1964:

| Nature des affaires | Reportées de 1963 | Introduites en 1964 | Total | Terminées | Reportées à 1965 |
|---|-------------------|---------------------|-------|-----------|------------------|
| 1. Conflits de compétence entre autorités fédérales et autorités cantonales (art. 83 a OJ) | - | 1 | 1 | - | 1 |
| 2. Différends entre cantons (art. 83 b OJ) | 2 | - | 2 | 1 | 1 |
| 3. Recours pour violation de droits constitutionnels des citoyens (art. 84 a OJ) .. | 134 | 517 | 651 | 461 | 190 |
| 4. Recours pour violation de concordats (art. 84 b OJ) | - | 1 | 1 | 1 | - |
| 5. Recours pour violation de traités internationaux (art. 84 c OG) | 1 | 3 | 4 | 3 | 1 |
| 6. Recours pour violation de prescriptions fédérales sur la compétence des autorités (art. 84 d OG) | - | 2 | 2 | 2 | - |
| 7. Recours concernant le droit de vote et les élections ou votations cantonales (art. 85 a OJ) | 2 | 14 | 16 | 9 | 7 |
| 8. Oppositions à des extraditions demandées par des Etats étrangers | 1 | 3 | 4 | 4 | - |
| 9. Demandes de revision, d'interprétation ou de modération (art. 136 ss. OJ) | 2 | 14 | 16 | 16 | - |
| 10. Recours en matière d'expropriation ... | 62 | 74 | 136 | 34 | 102 |
| Total | 204 | 629 | 833 | 531 | 302 |

Les 531 affaires terminées se répartissent ainsi:

| | |
|---|-----|
| Recours irrecevables | 140 |
| Radiations (recours devenus sans objet, retraits ou transactions) | 89 |
| Recours admis | 59 |
| Recours rejetés | 243 |

531

225 contestations ont été jugées par la délégation de trois juges (art. 92 OJ); 9 l'ont été par la I^e cour civile, 11 par la II^e cour civile, 2 par la chambre de droit administratif et 16 par la cour de cassation pénale.

Des 302 affaires reportées à 1965, il en a été introduite 1 en 1934, 1 en 1945, 3 en 1956, 1 en 1959, 3 en 1960, 7 en 1961, 6 en 1962, 56 en 1963 et 224 en 1964 (106 en novembre et décembre). Dans 50 cas, le jugement a dû être ajourné parce qu'un recours était pendant devant une autre autorité.

Il a été statué sur 96 demandes de mesures provisionnelles en vertu de l'article 94 de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

9 contestations ont nécessité un échange de vues avec le Conseil fédéral ou ses départements au sujet de la compétence (art. 96 OJ).

IV. Contestations de droit administratif

Les contestations de droit administratif suivantes ont été soumises au Tribunal fédéral en 1964:

| Nature des affaires | Reportées de 1963 | Introduites en 1964 | Total | Terminées | Reportées à 1965 |
|---|-------------------|---------------------|------------|-----------|------------------|
| I. <i>Recours concernant les contributions de droit fédéral</i> (art. 97 et 98 OJ) | 17 | 43 | 60 | 41 | 19 |
| II. <i>Recours en vertu de l'article 99 OJ:</i> | | | | | |
| 1. Registres | 3 | 22 | 25 | 18 | 7 |
| 2. Surveillance des fondations | 1 | — | 1 | — | 1 |
| 3. Affaires douanières | — | 5 | 5 | 4 | 1 |
| 4. Fabriques, arts et métiers | — | 3 | 3 | 3 | — |
| 5. Assurances sociales | 1 | 1 | 2 | 2 | — |
| III. <i>Autres cas</i> (art. 100 OJ) | 9 | 20 | 29 | 16 | 13 |
| IV. <i>Demandes d'ordre pécuniaire:</i> | | | | | |
| a. Réclamations formées par la Confédération ou contre elle (art. 110 OJ) | 2 | 3 | 5 | 3 | 2 |
| b. Contestations découlant des rapports de service des fonctionnaires fédéraux (art. 110 a OJ) | 4 | 4 | 8 | 6 | 2 |
| c. Cas de responsabilité en raison d'accidents survenus au cours d'exercices militaires (art. 110 b OJ) | — | 2 | 2 | 1 | 1 |
| d. Autres cas (art. 111 OJ) | 3 | — | 3 | 2 | 1 |
| V. <i>Juridiction disciplinaire</i> (art. 117ss. OJ) | 2 | 1 | 3 | 3 | — |
| Total | 42 | 104 | 146 | 99 | 47 |

Les 99 affaires terminées se répartissent comme il suit:

| | |
|--|-------|
| Recours irrecevables | 17 |
| Radiations (recours devenus sans objet, retraits ou transactions)..... | 20 |
| Recours admis | 11 |
| Recours rejetés..... | 51 |
| | <hr/> |
| | 99 |

Des 47 affaires reportées à 1965, il en a été introduit 2 en 1961, 12 en 1963 et 33 en 1964 (15 en novembre et décembre).

V. Poursuite pour dettes et faillite

La chambre des poursuites et des faillites a été saisie de 118 plaintes et recours (112 affaires nouvelles, soit 22 de plus que l'année précédente). Elle a réglé les 118 affaires, de sorte qu'elle n'a dû en reporter aucune à 1965.

Les affaires terminées se répartissent ainsi:

| | |
|--|-------|
| Recours irrecevables | 34 |
| Radiations (recours retirés ou devenus sans objet) | 9 |
| Recours admis | 19 |
| Recours rejetés..... | 56 |
| | <hr/> |
| | 118 |

Les rapports des autorités cantonales n'ont donné lieu que rarement à des observations.

La commission de gestion du Conseil des Etats a demandé si l'autorité fédérale de surveillance inspectait quelques offices de poursuite et de faillite, en vertu du pouvoir de haute surveillance que lui confère l'article 15 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. La chambre lui a répondu en substance: Selon les articles 13 et 14 LP, il appartient aux autorités cantonales de surveillance de veiller à la bonne marche des offices de poursuite et de faillite et de contrôler chaque année leur gestion. L'article 15 LP ne prévoit pas d'inspection des offices par l'autorité fédérale de surveillance. Les autorités cantonales de surveillance sont tenues de présenter à celle-ci un rapport annuel sur lequel une circulaire du 6 février 1905 donne des précisions. Le point de savoir si l'autorité fédérale de surveillance a le pouvoir de procéder elle-même à l'inspection de quelques offices a été et demeure controversé (cf. Fritzsche, *Schuldbetreibung, Konkurs und Sanierung*, volume I, p. 38). Malgré les doutes exprimés à l'époque au Conseil national, la commission de gestion a répondu par l'affirmative en se fondant sur un rapport du Tribunal fédéral (FF 1906, III, 1080/81). De 1905 à 1933, la chambre des poursuites et des faillites a opéré en tout 120 inspections. Elle s'est ainsi documentée sur le déroulement de la procédure de faillite. L'ordonnance du 13 juillet 1911 sur l'administration des offices de faillite a tenu compte des lacunes de la loi. Plus tard, le Tribunal fédéral a eu l'occasion de s'informer sur place de la manière dont l'ordonnance du 23 avril 1920 sur la

réalisation forcée des immeubles était appliquée. En 1933, la chambre a décidé de ne plus opérer d'inspection pour le moment et depuis lors elle n'a inspecté qu'une seule fois un office de faillite (à la demande d'une autorité cantonale). Cette réserve est dictée par les dispositions légales fixant la compétence; elle se justifie aussi par des considérations d'ordre pratique. Cependant la chambre sera peut-être par des circonstances d'avenir, suivant les circonstances, à se procurer sur place un aperçu des données de fait et des besoins à satisfaire.

La chambre a donné au département fédéral de justice et police un préavis sur la question d'une augmentation des émoluments et des indemnités fixés dans le tarif du 6 septembre 1957. Nous nous référons à la revision du tarif que le Conseil fédéral a décidée le 14 décembre 1964 à la suite de notre préavis.

Vu les nouvelles dispositions légales concernant la vente par acomptes, la chambre a établi deux formules différentes pour la réquisition d'inscrire une réserve de propriété: l'une vaut pour les contrats soumis aux articles 226a à 226c du code des obligations et correspond à l'article 4, 5^e alinéa révisé de l'ordonnance concernant l'inscription des pactes de réserve de propriété; l'autre (plus simple) vaut pour les contrats qui, selon l'article 226m du code des obligations, ne sont pas soumis à ces dispositions.

L'importance des saisies de salaire s'est accrue sans cesse au cours des dernières décennies. Afin de procurer une ligne directrice aux fonctionnaires chargés de leur exécution et d'éviter si possible des contestations, la chambre a donné suite à la requête présentée par la conférence suisse des préposés aux poursuites et faillites et établi une formule spéciale, comportant de nombreuses rubriques, pour les saisies de salaire.

Entreprises de chemins de fer

Une compagnie a formé une requête tendant à la convocation des obligataires en vertu des prescriptions applicables à la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations. La procédure suit son cours.

VI. Commissions fédérales d'estimation

Les rapports présidentiels permettent d'établir la statistique suivante:

a. Nombre des affaires

| | Commissions d'estimation - Arrondissements | | | | | | |
|-------------------------|--|----|-----|----|----|----|-----|
| | I | II | III | IV | V | VI | VII |
| Reportées de 1963 | 34 | 18 | 18 | 25 | 12 | 17 | 28 |
| Enregistrées | 12 | 5 | 7 | 7 | 9 | 9 | 23 |
| Terminées | 14 | 9 | 10 | 8 | 10 | 7 | 13 |
| Reportées à 1965 | 32 | 14 | 15 | 24 | 11 | 19 | 38 |
| Total | 46 | 23 | 25 | 32 | 21 | 26 | 51 |

b. Nature des affaires pendantes en 1964

| | Commissions d'estimation - Arrondissements | | | | | | |
|-----------------------------|--|----|-----|----|----|----|-----|
| | I | II | III | IV | V | VI | VII |
| PTT | | 1 | 1 | 2 | | | 1 |
| Usines de forces motrices . | | 7 | 4 | 4 | 1 | 1 | 11 |
| Lignes électriques | 16 | 9 | 2 | 4 | 4 | 5 | 19 |
| CFF | 4 | 5 | 3 | 7 | 2 | 5 | 4 |
| Chemins de fer privés | | | 5 | 3 | | | |
| Routes | 24 | 1 | 3 | 10 | 12 | 9 | 16 |
| Département militaire | 1 | | 4 | 1 | 2 | 5 | |
| Département de l'intérieur. | | | | | | 1 | |
| Aérodromes | | | | 1 | | | |
| Constructions publiques .. | 1 | | 2 | | | | |
| Places de tir | | | 1 | | | | |
| Total | 46 | 23 | 25 | 32 | 21 | 26 | 51 |

Veillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Lausanne, le 12 février 1965.

Au nom du Tribunal fédéral suisse :

Le président,

Haeberlin

Le greffier,

Eggenschwiler